

Bourges, le 27 novembre 2021

Chères adhérentes, chers adhérents,

I – Emmanuel Macron a été élu le 7 mai 2017 avec un programme qui ambitionnait de réformer et moderniser la France. Après des débuts prometteurs, notamment avec les ordonnances Macron sur le code du travail, la machine s'est d'abord grippée puis s'est totalement paralysée.

À l'heure du bilan, force est de constater qu'**au cours de ce quinquennat**, aucun des problèmes de la France n'ont été réglés. Si les promesses étaient souvent ambitieuses, **les réformes n'ont jamais abouti**.

Citons pêle-mêle : Le surendettement de la sphère publique, la réforme des retraites, le millefeuille administratif, un recentrage des pouvoirs publics sur leurs missions essentielles. Autant de sujets déterminants pour la compétitivité de notre pays qui, comme la poussière, furent mis sous le tapis.

À sa décharge, Emmanuel Macron a affronté trois crises majeures (*les gilets jaunes, les grèves de décembre 2019, la Covid-19*). Cependant, en leur temps, **Nicolas Sarkozy**, François Hollande voire **Valéry Giscard d'Estaing** avaient aussi **traversé des tempêtes**.

Pour quelles raisons, Emmanuel Macron et son équipe a t'il repoussé la **réforme des retraites** dès les premiers mois du mandat, c'est à dire à un moment où sa cote de confiance lui donnait des marges de manœuvre certaines ?

Ouvrir ce débat à l'automne 2019 après avoir été incapable de juguler le mécontentement des gilets jaunes depuis décembre 2018 n'avait **aucune chance de réussir**. De surcroît, ce projet maintes fois remanié, mal préparé, mal présenté, et surtout incompréhensible finissait par mécontenter tout le monde. En vain...

Pour être honnête, notre mouvement n'aura pas, non plus, brillé par sa clarté sur ce sujet. Il faudra nous en souvenir car si nous voulons ressouder les français, il faudra bien, vaille que vaille, s'orienter vers une convergence des modes de calcul du public vers le privé. **Il en va du lien social de notre nation**.

Toujours au chapitre du lien social, n'est-ce pas jouer avec le feu que d'avoir mis sur pied la **Convention citoyenne sur le climat** dont les conclusions aboutissent à 150 mesures et surtout à **10 milliards de hausses d'impôts** programmés ? À cet égard, la loi sur la transition énergétique pourrait raviver le ras-le-bol fiscal. **La société française qui est à cran n'a certainement pas besoin de cela**.

Au sujet des grands indicateurs, **le palmarès n'a rien de reluisant** :

- *Dépenses publiques 2017-2021* : + **189 milliards.**
- *Dette publique 2017-2021* : + **584 milliards.**
- *Fiscalité 2017-2021* : + **15,3 milliards.**

Quant au chômage et à la défaillance d'entreprises, la France n'évite le chaos que grâce aux mesures de soutien... qui ne pourront durer éternellement.

Autrement dit, **Emmanuel Macron** avait promis une révolution et nous a gratifié d'un *statu quo*.

Si la France veut enfin se réformer ou plus exactement s'adapter au 21^{ème} siècle, il faudra davantage que les incantations de l'actuel locataire de l'Élysée.

Plus que jamais, **l'Exécutif s'autoproclame légitime à s'occuper de tout**. « L'indemnité inflation » de 100 euros que les entreprises devront avancer avant que l'Etat ne les rembourse est le dernier avatar. Celle-ci ne réglera rien, suscitera déception et jalousie et compliquera la gestion des feuilles de paie. **Pour quel bénéfice hormis celui d'une arrière-pensée électorale ?**

L'augmentation du pouvoir d'achat, au cœur de la préoccupation des Français avec la sécurité, passera par un redressement de notre économie compétitive.

Dressons en quelques esquisses :

- Orienter **l'épargne vers les fonds propres des entreprises** et non dans le financement des déficits publics. Elles pourront alors investir davantage pour dégager des gains de productivité.
- **Investir massivement** dans l'innovation, **l'enseignement supérieur** et la recherche.
- **Démanteler les 320 000 normes** qui brident l'initiative et la prise de risques.
- Inciter les Français à travailler davantage et leur permettre de **conserver le fruit de leurs efforts**.

II – Nous avons organisé **notre réunion générale à Bourges** le 19 novembre dernier.

Thierry Poisle a fait le point sur le renouvellement des adhésions et sur la situation financière de la Fédération. En synthèse, nous sommes aujourd'hui plus de 500 adhérents à jour de cotisations et nous avons terminé l'année 2020 avec un solde financier positif.

10 élus versent leurs cotisations complémentaires. Elles sont essentielles pour permettre à notre Fédération d'assurer le paiement de ses charges fixes (*notamment le loyer de la permanence de Bourges*).

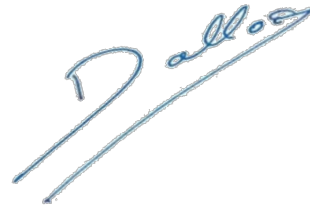
Rémy Pointereau a brossé un tour d'horizon en revenant sur le succès des élections départementales et régionales. Avec **Jean-Pierre Bonneville**, les grandes lignes du Congrès qui désignera notre candidat(e) à l'élection Présidentielle ont été rappelées.

*Lettre du Président de la Fédération des Républicains du Cher
Samedi 27 novembre 2021*

Je reste à votre disposition pour toutes questions ou suggestions relatives à l'organisation et aux actions de notre mouvement. Pour ce faire, je vous invite à prendre contact auprès de la permanence de Bourges autant que nécessaire (Courriel : lesrepublicains18@free.fr ou tél : 02.48.50.61.61.).

David DALLOIS

PRÉSIDENT

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Dallois', with a long horizontal stroke extending to the right.